

Chronique du 15 décembre 1999 au 10 février 2000

Les Amériques en janvier 2000: après Seattle, chacun fouette son chat

L'intégration dans les Amériques est plus qu'au ralenti depuis Seattle, et la dynamique actuelle semble plus à la consolidation des blocs (ALÉNA, Mercosur) qu'à la reprise des négociations. Les stratégies commerciales se multiplient et se chevauchent dans le continent, avec ou sans les Etats-Unis. Seattle a mis sur la défensive le Mercosur qui veut maintenant consolider son jeu avant d'avancer davantage, et a, semble-t-il plus que jamais stimulé le Mexique ; celui-ci signe des ententes avec qui le veut, et se profile de plus en plus clairement comme une pièce majeure sur l'échiquier continental. Croissance économique au nord, récession au sud, l'année 1999 a été, pour nombre de pays, difficile. Les perspectives pour cette année sont meilleures avec le retour attendu de la croissance économique. Une grande incertitude toutefois, qu'en ira-t-il des Etats-Unis ?

MEXIQUE

Le libre-échange actif du Mexique ne perd pas le souffle. Le pays négocie sur plusieurs fronts à la fois : un accord de libre-échange avec l'Union européenne, qui devrait entrer en vigueur le 1er juillet 2000 ; une entente préférentielle avec l'Uruguay, qui vient à peine d'être conclue ; un accord sectoriel avec le Brésil, préparé par deux entreprises de l'automobile, qui demande, encore heureusement, à être formellement ratifié par les deux gouvernements, ce qui devrait se faire sous peu. Engagé dans près de sept accords de libre-échange différents et de nombreux accords préférentiels dont on perd le décompte, le Mexique a récemment repoussé une offre provenant de Singapour, pour se concentrer sur les accords déjà en négociation avec Israël et le Triangle du nord de l'Amérique centrale (Honduras, Guatemala, El Salvador), tout en prospectant éventuellement une entente avec le Japon, son premier partenaire commercial en Asie. La conclusion d'un accord de libre-échange avec Israël est prévue pour février ; celui-ci entrerait en vigueur le 1er juillet 2000. Le Mexique occupe maintenant la place de huitième exportateur et septième importateur mondial dans le commerce international.

Depuis la dévaluation drastique du peso à la fin de l'année 1994, le commerce international du Mexique se porte relativement bien, même si la balance commerciale est redevenue déficitaire depuis 1997. En 1999, les exportations et importations totales du pays ont crû respectivement de 16,4% et 17,9%, portant à environ \$US 5.3 milliards le déficit accumulé pour l'an 1999, ce qui constitue une diminution de 32,9% si comparé à la valeur du déficit pour 1998. Le déficit est particulièrement concentré dans le commerce avec l'Union européenne, les échanges bilatéraux avec les États-Unis et le Canada étant généralement excédentaires depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉNA en 1994 et la dévaluation massive de la fin de la même année. Au total, le Mexique a exporté pour plus de \$US 136 milliards et importé pour \$US 141,5 milliards de biens, selon les chiffres du [Secrétariat du Trésor \(Hacienda\)](#) rendus publics à la fin janvier (25.01.2000). L'ensemble des exportations a connu une croissance positive relativement forte en 1999, particulièrement les produits du pétrole (151,4% en valeur), les biens manufacturés hors-maquiladoras (12,3%), les biens de fabrication en maquiladoras (15,7%), et les produits agricoles (9,2%).

En 1999, les exportations du Mexique ont été à 89,4% concentrées dans le secteur manufacturier¹. Viennent ensuite les produits pétroliers (7.391), les produits agricoles (3.2), et les produits d'extraction non-pétroliers (0,3%). Les importations totales en 1999 ont été constituées principalement de biens intermédiaires (77%) et à forte intensité en capital (14,4%). Les produits de consommation représentent

seulement 8,6% du total. Selon le Secrétariat du Trésor (Hacienda), le taux de croissance élevé des importations mexicaines s'explique d'une part, par l'amélioration des indices d'activité économique, mais surtout, par l'augmentation des exportations du pays, lesquelles incorporent fréquemment des composantes importées. En d'autres termes, l'augmentation des importations ne donne aucun signal positif quant au pouvoir d'achat accru des Mexicains, et signifie seulement que le commerce intra-firmes se porte très bien.

La comparaison est risquée en raison de la différence de taille des économies états-unienne et mexicaine, mais elle n'est pas inutile : pour les dix premiers mois de 1999, la balance commerciale des États-Unis a enregistré un solde cumulé négatif allant d'environ \$US 267 milliards, pour lequel les déficits avec le Japon, la Chine, le Canada, et le Mexique, ainsi que la hausse des prix internationaux du pétrole, ont particulièrement pesé. D'un autre côté, le commerce intra-régional entre les membres de l'ALÉNA continue sa lune de miel, du moins de la perspective du Mexique qui connaît des surplus commerciaux confortables avec ses deux partenaires depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉNA. De janvier à octobre 1999, les échanges de biens entre le Mexique et les États-Unis ont totalisé les \$US 160 milliards, augmentant en valeur de 11% depuis 1998, tandis que les experts estiment qu'à la clôture de 1999, ce même total aurait atteint le montant record de \$US 200 milliards (*voir chronique thématique sur les comptes extérieurs des pays de l'ALENA*). Par ailleurs et malgré les déficits records dont les autorités états-uniennes ont fait grand bruit à l'approche de Seattle et depuis lors, l'économie américaine présente d'excellents signes de vigueur : depuis mars 1991, le taux de croissance n'a pas ralenti, l'inflation en 1999 n'a pas dépassé les 2,7%, tandis que le chômage de l'ordre des 4 % est à son plus bas taux depuis 1969; certains économistes estiment même qu'il y a sur-offre d'emplois sur le marché du travail, ce qui fait craindre une surchauffe bientôt, ce qui veut dire, une récession incessante, et pas seulement aux États-Unis, bien sûr.

Mexique-UE

Les négociations en vue d'en arriver à un Accord de libre-échange entre le Mexique et l'Union européenne qui serait actif dès juillet 2000, se poursuivent toujours ; et cela, même si les pourparlers formels ont été officiellement clos le 24 novembre (*voir chroniques de novembre et décembre 1999*). L'Accord prévoit que 80% des droits imposés aux produits mexicains seront éliminés dès juillet tandis que les autres 20% seront progressivement supprimés d'ici à 2003. La libéralisation totale des échanges entre l'UE et le Mexique se fera en quatre étapes jusqu'à la date ultime de 2007, année pour laquelle toutes les barrières tarifaires devront être démantelées. En 1999, l'Union européenne n'a contribué qu'à hauteur de 6% dans les importations mexicaines en 1999, un chiffre qui se multipliera rapidement selon les négociateurs du Mexique et de l'UE, le Mexique constituant déjà le 8^e marché d'importation dans le monde.

La libéralisation commerciale permettra aux deux partenaires d'accroître leurs échanges de vins, bières et spiritueux, les Européens étant enfin en mesure de concurrencer les vins chiliens et californiens grâce aux réductions et éliminations tarifaires accordées, et les Mexicains pour leur part comptant bien profiter du grand marché européen pour y écouler à grands flots leur production de téquila et bière. Certains produits de l'agro-alimentaire ont toutefois été exclus de l'Accord à la demande du Mexique, dont les produits laitiers, tandis que d'autres produits "sensibles" se sont vus accorder une exclusion temporaire de trois ans, tels les viandes (bovines), grains et oléagineuses (maïs et blé), et certains fruits et légumes (pommes, pêches, pomme de terre). Les brasseurs mexicains ont obtenu une élimination immédiate des tarifs douaniers (catégorie I), tandis que les avocats et le raisin bénéficient d'une ouverture totale mais progressive (catégorie II), et que les exportations de citrons, pamplemousses, oignons, ails, concombres et piments ont aussi obtenu un droit d'accès au marché européen qui sera ultérieurement défini. Plusieurs produits de l'agro-alimentaire pourront être exportés selon des quotas, comme le jus d'orange, les fleurs, le miel, les asperges, le melon, le jus d'ananas et la mélasse.

Actuellement, les exportations totales du Mexique de produits agro-alimentaires vers l'Europe totalisent les \$US 72 millions par année. Avec l'Accord de libre-échange qui s'applique maintenant à plus de soixante produits mexicains, le Conseil national agricole (CNA) espère multiplier rapidement ce chiffre par plus de dix. L'accord prévoit trois principales catégories d'exemption des droits de douane, immédiate (catégorie I), progressive jusqu'en 2003 (catégorie II) ou 2008 (catégorie III). Les secteurs du textile et de la confection au Mexique se déclarent aussi vivement intéressés par l'Accord avec l'UE. Cependant, la question litigieuse du contenu d'origine n'a pas encore été résolue ([voir chronique de décembre 1999](#)), les discussions se poursuivant pour l'industrie de l'automobile, le textile, la chaussure et certains produits chimiques et du plastique, ce qui n'est pas rien puisque l'auto et le textile comptent parmi les secteurs d'exportation les plus importants du Mexique (les appareils électriques et électroniques occupant la première place), et que l'industrie chimique et plastique est en pleine ascension dans le commerce du pays.

Aux derniers jours de décembre, le Mexique a aussi conclu les négociations en cours avec l'Uruguay pour l'élargissement de l'Accord de complémentarité économique numéro 5, lequel permet maintenant à 90% des biens en provenance de l'Uruguay d'accéder librement au marché mexicain. La nouvelle entente préférentielle, immédiatement en vigueur, prévoit l'établissement de normes en matière d'accès aux marchés, règles d'origine et procédure douanières, clauses de sauvegarde et pratiques commerciales déloyales. Elle recouvre entre autres des normes techniques, sanitaires et phytosanitaires, ainsi qu'un mécanisme de résolution des différends, et a incorporé l'Accord de promotion et protection réciproque des investissements (APPRI) auparavant contracté entre les deux pays. L'entente prévoit un ensemble de règles et disciplines qui dépasse en portée celles que définit le Mercosur. Elle sera en vigueur jusqu'à ce qu'un accord de libre-échange régional entre le Mercosur et le Mexique soit conclu, ce qui se discute déjà chez les voisins du Cône sud. L'Uruguay a accordé au Mexique la libéralisation immédiate de ses exportations de café, avocats, agrumes, fèves, asperges, téquila, rhum, mescal et tabac, tandis que des exemptions ont été faites sur certains produits sensibles de l'agro-alimentaire mexicain. L'Uruguay, d'un autre côté, a obtenu une réduction de 13 à 10% de droits de douanes sur les exportations de coupes de viande bovine dont il est grand producteur.

Autre accord récemment négocié, cette fois-ci de curieuse façon : celui qui est intervenu dans le secteur de l'automobile, entre les entreprises Anfavea (Brésil) et Amia (Mexique) à la fin janvier. L'accord a pour but de favoriser les échanges intra-firmes entre les deux pays dans ce secteur. Les négociations plus formelles en vue de rédiger un accord de préférences commerciales bilatéral sont maintenant lancées, les gouvernements des deux pays concernés devant maintenant (quand même...) ratifier une entente qui, à toutes fins pratiques, est déjà conclue. Celle-ci prévoit l'élimination des tarifs douaniers dans le secteur des véhicules, moteurs et pièces automobiles entre les deux pays, le Mexique appliquant actuellement un tarif de 35% à l'importation de moteurs et véhicules brésiliens, et le Brésil un tarif de 20% sur les pièces mexicaines, et imposera un contenu d'origine nationale de 60%. Le commerce automobile entre les deux pays est pratiquement inexistant (pour un total de \$US 350 millions au net avantage du Brésil) ; mais du côté du Brésil, on estime que l'accès au marché mexicain contribuerait à compenser les pertes sur le marché régional du Mercosur, occasionnées par la récession argentine à laquelle d'ailleurs les imprévisibilités financières brésiliennes ne sont pas étrangères.

L'économie

La Banque mondiale a approuvé vers la mi-décembre deux prêts au Mexique pour un montant total de \$US 111 milliards, destinés à financer les programmes de décentralisation fiscale ainsi que la restructuration du système bancaire. Le premier prêt (\$US 606 millions) sera essentiellement employé à la stabilisation macroéconomique et à l'équilibre des comptes publics tandis que le gouvernement fédéral transfèrera ses responsabilités en matière fiscale vers les États et les municipalités. Le second prêt, de \$US 505 millions, sera consacré à la restructuration du système bancaire afin de faciliter le financement des petites et moyennes entreprises et commerces, dans la perspective de stimuler la création d'emploi au pays. Une partie du prêt sera transférée au service de la dette gérée par l'Institut pour la protection de

l'épargne bancaire (IPAB), qui a le mandat de restructurer et de liquider les cinq banques qui avaient "fermé boutique" pendant la tourmente financière qui a suivi la dévaluation du peso en décembre 1994.

Le 1^{er} janvier 2000, le gouvernement du Mexique a consenti une augmentation du salaire minimum de l'ordre des 10%, en accord avec les prévisions en matière d'inflation pour l'année, portant, respectivement, à 37,90 (\$3,63) et 32,70 (\$3,14) pesos le salaire minimum dans les zones urbaines et agricoles, ce qui bien sûr maquille les statistiques "réelles" puisqu'un pourcentage majeur de travailleurs mexicains oeuvre dans l'informel dans les régions rurales, à des salaires inférieurs aux chiffres officiels variant entre 20 à 25 pesos la journée de travail. Dans les zones urbaines, l'économie informelle offre des salaires souvent supérieurs aux chiffres officiels, entre 30 et 50 pesos journaliers, et parfois davantage.

Quoique l'économie du Mexique enregistre d'excellents résultats en ce moment avec un taux de croissance de l'ordre des 3,6 à 3,8% pour 1999, et une inflation maintenue en-dessous des 12% ([voir aussi la chronique de décembre 1999](#)), plusieurs études continuent de montrer que le niveau de vie moyen des Mexicains ne s'est pas rétabli aux niveaux de 1988 et que la demande interne continue de faire triste mine. Pendant le sexennat Salinas (1988-1994), plusieurs mesures sévères ont été mises en oeuvre pour contrôler l'inflation et bloquer les hausses salariales au travers de plusieurs "pactes" contractés avec les principales centrales syndicales du pays. De 1988 à 1999, les estimations moyennes sont que les salaires réels se sont détériorés en moyenne de près de 40%, les augmentations salariales ayant généralement été annulées par des taux d'inflation largement supérieurs. Et ce, sans oublier l'impact extrêmement négatif qu'a eu la crise monétaire de 1994-95 sur l'emploi et les conditions de travail. Des chiffres issus de l'Université ouvrière du Mexique (UOM) indiquent que les salaires contractuels ont perdu 23% de leur valeur pendant cette même période, ceux de l'industrie manufacturière, pilier du commerce international du pays, 63%, ceux de l'industrie maquiladora dans laquelle près de la moitié de l'activité commerciale du Mexique se concentre (45% selon la Banque du Mexique), 18%, et dans le secteur de la construction, les salaires ont décliné de 60%. Des statistiques issues de la Banque mondiale montrent que 40 Mexicains sur 100 reçoivent un salaire journalier qui ne dépasse pas les \$US 2.

Le Centre d'études économiques de la Chambre nationale de l'Industrie de la transformation (Canacintra), fait savoir que le gouvernement du Mexique est dans l'erreur de croire que les salaires sont un déterminant substantiel des coûts de production. À son sens, ce sont plutôt les hausses des prix et tarifs du secteur public (gaz, pétrole, énergie électrique, eau, etc.), qui, en se répercutant sur les coûts du transport, des matières premières et de la machinerie, élèvent les coûts de production et gonflent l'inflation (13,9% en 1999 selon la CÉPALC). En conséquence, les prix publics augmentent pendant que la consommation intérieure se détériore, et l'inflation ne disparaît pas même si les salaires sont maintenus à de bas taux. Le directeur du centre, F. Caballero, estime cependant que, même si les prix publics sont difficilement manipulables, dans la mesure où ils constituent la source majeure de financement de l'État, les compressions salariales ne contribuent qu'à déprimer le pouvoir d'achat des Mexicains, pour ne pas mentionner leur appauvrissement réel.

Perspectives économiques dans la Zone ALENA

Contre toute attente, l'activité économique a continué de progresser à un rythme rapide en 1999 dans les trois pays de l'ALENA, à commencer par les États-Unis qui sont entrés en février 2000 dans leur cent-septième mois (107) de croissance ininterrompue, ce qui en fait la plus longue période de croissance de leur histoire. Les premières estimations donnent des taux de croissance, pour l'année 1999, de 4 % aux États-Unis (1998 : 4,3 %), de près de 4 % au Canada (1998 : 3,1 %), et de 3,4 % au Mexique (1998 : 4,8 %). Le taux de chômage se situe maintenant à 4 % aux États-Unis, et en dessous de 7 % au Canada. Autre effet positif de la croissance, les revenus des salariés ont augmenté, en 1999, de 4,4 % aux États-

Unis (1997 : 4 % ; 1998 : 4,9 %), et de 3,8 % au Canada (1997 : 5,8 % ; 1998 : 4 %). Le revenu réel disponible a aussi fortement augmenté : de 4 % aux États-Unis, la plus forte hausse en termes réels dans les trois dernières décennies, et de 3 % au Canada. Au Mexique par contre, malgré la croissance, l'inflation persistante et la crise de 1994-95 continuent de faire sentir leurs effets sur les salaires comme nous l'avons dit plus haut : en termes réels, le salaire moyen reste en deçà de ce qu'il était en 1991, et de 80 % inférieur à ce qu'il était en 1994.

Le Canada et le Mexique ont tous deux profité de la bonne tenue de l'économie américaine en 1999. Les exportations de biens et services ont augmenté, en volume, de 9,1 % au Canada (1998 : 8,3 %) et de plus de 11 % au Mexique (1998 : 9,7 %). Les importations de biens et de services ont, de leur côté, augmenté de près de 8 % au Canada (1998 : 5,8 %) et de 10 % environ au Mexique (1998 : 10 %). Dans les deux cas, les augmentations sont surtout imputables aux achats d'équipements. Dans les deux pays, la demande intérieure a également augmenté rapidement, de 3,3 % au Canada et de 3,1 % au Mexique, mais cette augmentation est surtout imputable aux investissements, des entreprises notamment ; la consommation privée n'a augmenté que de 2,4 % au Canada en 1999 (1998 : 2,8 %) et de 3 % au Mexique (1998 : 6,4 %). Aux États-Unis par contre, la croissance de l'activité économique a surtout été soutenue par la croissance de la demande intérieure, celle-ci progressant de 5,1 % par rapport à 1998. La consommation privée a augmenté, en 1999, de 5,3 % ; la consommation publique de 3,7 % ; les investissements des entreprises de 8,3 % ; et la construction résidentielle de 7,2 %. La performance des États-Unis reste sur le plan extérieur médiocre en 1999, comme en 1998. Les exportations de biens et services ont augmenté, en volume, de seulement 3,5 % (1997 : 12,7 % ; 1998 : 2,2 %), alors que les importations ont progressé de 11,8 % selon les premières estimations (1997 : 13,3 % ; 1998 : 11,6 %).

Les investissements productifs, les gains de productivité et les importations (les prix des importations ont baissé de - 0,3 % aux États-Unis et de - 1,4 % au Canada en 1999) ont permis de contenir l'inflation tant aux États-Unis qu'au Canada. La hausse des prix à la consommation n'a été que de 1,6 % aux États-Unis (1998 : 0,9 % et de 1,3 % au Canada (1 % en 1998), soit, dans son cas, un taux qui se situe dans le bas de la fourchette comprise entre 1 % et 3 %, l'objectif cible de la Banque du Canada depuis maintenant plusieurs années. La hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre reste également modérée, les gains de productivité compensant pour partie les hausses salariales : 2,3 % aux États-Unis contre 0,2 % au Canada. Les tensions commencent toutefois à se faire sentir, d'autant que les prix à l'importation sont orientés à la hausse, en raison des augmentations du prix du pétrole notamment. Dans les deux pays, les autorités monétaires ont commencé à réagir en augmentant les taux d'intérêt. Au Mexique, le durcissement de la politique monétaire à la fin de 1998 et au début de 1999 n'a pas été sans conséquences sur l'inflation. Celle-ci reste forte, plus de 16 % en 1999, contre 19,3 % en 1998 (34,2 % en 1995, 30,4 % en 1996, 16,3 % en 1997, les autorités monétaires hésitant à adopter une politique trop restrictive alors que l'économie commence à peine à surmonter la crise qui avait suivi la dévaluation du peso en décembre 1994.

Cette prudence apparaît également dans la politique fiscale du gouvernement mexicain : le déficit budgétaire du secteur public non financier demeurant comme en 1998 aux alentours de 1,7 % du PIB (1997 : - 0,6 %). Au Canada et aux États-Unis, par contre, la situation est différente. Positif, le solde atteint 1,0 % aux États-Unis (1998 : 0,4 %), et 1,6 % au Canada (1998 : 0,9 %). Le solde primaire est maintenant, dans ces deux pays, de 3,8 % et 6,4 %. Le problème vient plutôt du niveau d'épargne, très faible dans les deux pays, et du déficit extérieur dans le cas des États-Unis. En pourcentage du revenu disponible, le taux d'épargne des ménages était, en 1999, de 2,5 % aux États-Unis, et de 2,2 % au Canada. À titre comparatif, rappelons qu'en 1992, soit au moment de la reprise économique, le taux d'épargne était, respectivement dans ces deux pays, de 8,7 % et 11,4 %. Rapportée au PIB, l'épargne nationale totale était, en 1997, de 17,4 % aux États-Unis et de 18,4 % au Canada ; mis à part le cas du Royaume-Uni et de la Nouvelle-Zélande (14,9 %) et celui de la Suède et de l'Islande (16,1 %), il s'agit des deux taux les plus faibles parmi tous les pays de l'OCDE.

Au chapitre de la balance courante la situation est extrêmement contrastée entre les trois pays de l'ALENA ; et ce, même si les trois pays affichent un solde déficitaire. En pourcentage du PIB, le déficit devrait être de près de 4 % aux États-Unis (1998 : - 2,5 %), un pourcentage record, les plus grands

déficits ayant été enregistrés en 1986 et 1987 (- 3,4 %) ; de l'ordre de 0,3 % au Canada et de 3 % au Mexique. Dans le cas du Canada, il faut noter que non seulement la balance commerciale reste très positive, pour un montant estimé à plus de 20 milliards de dollars en 1999, mais également que la balance des services, traditionnellement déficitaire, a vu son déficit diminuer graduellement ces dernières années (il devrait être de l'ordre de 4 milliards de dollars des États-Unis en 1999). Autres signes encourageants, les sorties de capitaux au titre des revenus de placements semblent elles aussi se stabiliser, autour de \$US 20 milliards, et les termes de l'échange ont été favorables au Canada en 1999.

Au Mexique, la situation reste toujours délicate. Si le secteur des maquiladoras dégage d'importants excédents commerciaux, les besoins en biens de production et la concurrence des produits importés ont eu pour conséquence que les excédents commerciaux, rendus possibles grâce à la dévaluation du peso et au recul de la demande intérieure, ont très vite fondu lorsque l'économie mexicaine a commencé à retrouver les voies de la croissance. De plus de \$US 7 milliards en 1995, l'excédent commercial est tombé à 6,5 milliards en 1996, puis à 0,6 milliards en 1997, pour se transformer ensuite en déficit : de l'ordre de près de \$US 8 milliards de dollars en 1998, et de plus de 5 milliards en 1999. Parallèlement, les sorties au titre des revenus d'investissements, restent importants ; en raison de la croissance de l'endettement extérieur d'une part, de celle des transferts au titre des investissements directs d'autre part. On s'attend à ce que les sorties au titre des revenus de placements atteignent près de \$US 15 milliards en 1999 (1998 : 13,5 milliards) et plus de 16 milliards en 2000. Résultat de ces tendances, le déficit de la balance courante, en pourcentage du PIB, a de nouveau tendance à se creuser (1995 : -0,5 % ; 1996 : -0,7 % ; 1998 : -1,9 % ; 1998 : -3,9 % ; 1999 : -3 %), ce qui est fort préoccupant. Mais moins sans doute que peut l'être la situation des États-Unis.

Effet pervers d'un dollar fort ? Protectionnisme déguisé de la part de leurs partenaires commerciaux ? Désynchronisation des conjonctures entre l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie ? Effets de la crise asiatique ? Ce ne sont pas les explications qui manquent pour expliquer la piètre performance des exportations américaines, qui n'ont augmenté, en volume, en 1999 que d'à peine 4 %, contre 9,7 % pour le Canada et 11,3 % pour le Mexique (sur la base des statistiques douanières), alors qu'en contrepartie, les importations ont augmenté de plus de 13 % (de 8,8 % environ pour le Canada et le Mexique). D'un autre côté, si l'économie américaine profite des baisses des prix des produits importés, les prix à l'exportation ont également tendance à baisser, de - 1,5 % en 1999 (- 3,2 % en 1998). Au creusement du déficit commercial, vient maintenant s'ajouter celui des revenus de placements. Pour la première fois de leur histoire, le solde des revenus de placements des États-Unis est devenu déficitaire en 1998, pour un montant d'environ \$US 12 milliards ; en 1999, le solde devrait se situer autour de \$US 20 milliards. Le solde de la balance des services commerciaux, lui-même, n'échappe pas à cette détérioration marquée des comptes extérieurs : de 92 milliards de dollars qu'il était en 1997, celui-ci a baissé à 83 milliards en 1998, et il devrait être de l'ordre de 79 milliards de dollars en 1999.

La croissance économique du Canada et celle du Mexique dépendent étroitement de la croissance de l'économie américaine. Les grandes institutions économiques internationales et la plupart des conjoncturistes continuent d'être confiants pour l'année 2000 ; et ce, malgré l'ampleur du déficit extérieur d'une part, et les risques de voir la bulle boursière éclater, d'autre part. L'OCDE prévoyait, en décembre dernier, une croissance du PIB pour cette année de 3,8 aux États-Unis, de 3,7 % au Canada, et de 3,4 % au Mexique. Les mêmes scénarios optimistes sont repris pour l'Amérique latine, pour l'Europe, qui devrait voir la croissance de son économie se renforcer, et surtout pour l'Asie où la crise de 1997 semble maintenant pour la plupart des pays devenue chose du passé. Cette confiance, de règle, est-elle exagérée ? Les institutions économiques internationales ne nous ont pas habitués à des prévisions heureuses ces dernières années. Les scénarios pessimistes, tant pour les États-Unis que pour le Brésil au lendemain de la crise du real, ne se sont pas vérifiés. Dans le numéro de novembre-décembre de la revue *Challenge* Thomas Palley, plus pessimiste quant aux possibilités de l'économie américaine de continuer de croître de manière "soutenable", entrevoyait plutôt trois scénarios possibles : un atterrissage en douceur, un atterrissage brutal, et un crash.

Pour que le premier scénario, soit celui du ralentissement de la croissance, se réalise, six ingrédients sont selon lui nécessaires pour que le déficit commercial puisse être réduit, la stabilité financière

maintenue, et les pressions inflationnistes contenues : la croissance des dépenses de consommation doit être ramenée en deçà de la croissance de la production potentielle, la productivité doit continuer à augmenter, le surplus budgétaire doit être maintenu, l'économie mondiale doit être en reprise, le dollar doit être graduellement déprécié, et le cours des actions doit se stabiliser, voire baisser graduellement.

Le second scénario prévoit l'entrée en récession de l'économie américaine. Soit celle-ci entre d'elle-même et progressivement en récession, soit cette dernière est provoquée par un choc extérieur, une correction boursière majeure ou une crise financière par exemple, soit encore, elle est provoquée par l'intervention des autorités monétaires. Le troisième scénario, le moins probable selon l'auteur, c'est un crash qui suivrait une rupture des marchés financiers. C'est plutôt vers un scénario mixte, combinant le premier et le deuxième, que l'on se dirige, les autorités monétaires cherchant à calmer le jeu en relevant progressivement les taux d'intérêt. Une telle politique aurait pour effet de ralentir la demande, de forcer les réajustements financiers et de freiner les mouvements spéculatifs. Néanmoins, pour qu'un tel scénario se produise, autrement dit pour qu'au mieux la récession soit de courte durée et peu profonde, il faut selon l'auteur, premièrement, que la croissance de l'économie mondiale soit plus vigoureuse que ne le laissent entendre les prévisions, et ce afin de relancer les exportations américaines, en panne de croissance actuellement ; deuxièmement, que le gouvernement et la Fed soient prêts à intervenir à tout moment ; et troisièmement, que les acteurs, privés ou gouvernementaux, nationaux ou internationaux, se prêtent à ce jeu du réajustement en douceur, ce qui sur le plan politique comme sur le plan financier est peut-être beaucoup demander...

L'Amérique latine : un bref panorama socio-économique

Bien qu'en 1999 la croissance économique régionale ait rasé les 0% (1997 : 5,4 % ; 1998 : 2,1 %), la Banque interaméricaine de développement (BID) prévoit pour l'an 2000 une forte augmentation du Produit intérieur brut pour l'ensemble des pays-membres du Mercosur, l'Argentine et en particulier le Brésil reprenant de la vigueur cette année. L'[Organisation internationale du travail \(OIT\)](#) a estimé de son côté de plus de 200 millions de personnes vivent dans la pauvreté en Amérique latine, soit 48% de la population totale. La conjoncture économique difficile en 1999 n'a pas arrangé les choses : le PIB par habitant a baissé de - 1,6 % en 1999, après avoir légèrement augmenté de 0,4 % en 1998 (1997 : 3,7 %). À l'issue de sa réunion régionale sur l'Extension de la protection sociale et des soins de santé aux groupes marginalisés en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'organisme a indiqué qu'une personne sur quatre sur le continent latin est dépourvue de tout accès à des services médicaux de base. Selon des données fournies par la BID, l'OIT indique qu'en Amérique latine, les inégalités de revenu persistent et s'accroissent, avec 5% de la population la plus aisée concentrant 26% des revenus et 30% de la plus pauvre en recevant 8%.

Dans son rapport donnant un [Bilan préliminaire des économies d'Amérique latine et des Caraïbes](#) la CÉPALC, quant à elle, pronostique une faible récupération des flux de capitaux pour l'ensemble des pays d'Amérique latine en 2000, une croissance modérée des exportations et une légère amélioration de la consommation interne, les déséquilibres de balance des paiements et le panorama fiscal dans des nombreux pays de l'hémisphère ne permettant guère plus d'optimisme. Le déficit public est passé, en moyenne pour l'ensemble des pays d'Amérique latine et de la Caraïbe, de - 1,5 % du PIB en 1997, à - 2,7 % en 1998, et à - 3,2 %. Quant au déficit courant, s'il a diminué, pour passer de - 4,5 % en 1998 à - 3,8 % du PIB, il reste élevé et sa diminution est surtout imputable à la baisse des importations, elle-même imputable à la mauvaise conjoncture en 1999. L'organisme considère que les économies du Mercosur ont été mises durement à l'épreuve en 1999, faisant notamment référence à l'absence de coordination macroéconomique entre le Brésil et l'Argentine, l'un suivant un régime de changes flottants et l'autre une parité fixe avec le dollar, avec l'effet que les avatars financiers du Brésil ont été durement ressentis par l'économie argentine, pour ne mentionner qu'elle seule. La crise financière a mis en évidence la faiblesse

des marchés internes en Amérique du sud, la CÉPAL estimant que la tendance est à la création d'emplois faiblement rémunérés rendant les taux de productivité peu satisfaisants. Chose surprenante, le rapport souligne également que l'ensemble des pays du Cône sud ont accordé une trop grande priorité à la stabilisation des taux de change et à l'inflation, les politiques monétaires restrictives élevant plus que conseillé les taux d'intérêt ce qui a eu pour effet de provoquer la récession, et de décourager l'investissement productif ainsi que le petit et moyen entrepreneurship. Les recommandations principales de l'organisme vont dans le sens d'une amélioration des indicateurs de consommation domestique, en bref, d'une augmentation sensible des niveaux de vie et du soutien de la demande, plutôt que dans celui de la poursuite des politiques économiques actuellement en vigueur dans la région (voir le résumé disponible sur le [site de nouvelles du Mercosur](#) et site aussi le officiel de la [CÉPAL](#)).

Dans son rapport annuel, la CÉPALC estime que plusieurs pays du Cône sud continueront de connaître des difficultés économiques cette année. À la clôture de 1999, l'Argentine montre notamment un déficit fiscal majeur (\$US 5,6 milliards), une dette extérieure élevée, et une balance des paiements négative atteignant les \$US 11,8 milliards, tandis que le taux de croissance prévu va dans les 2,5% pour l'an 2000, ce qui est bien, mais pas assez pour faire face à de tels déséquilibres macroéconomiques. L'Argentine a par ailleurs contracté un nouvel accord avec le Fonds monétaire international vers la mi-janvier, lui octroyant une ligne de crédit évaluée dans les \$US 5000 millions qui viendra remplacer le prêt antérieurement consenti. Selon des déclarations de l'exécutif argentin, l'accord n'imposerait aucune condition préalable à l'Argentine, et consiste essentiellement en la mise en disposition de fonds d'urgence en cas de besoin, ce qui semble trop beau pour être vrai.

Pour revenir au rapport de la CÉPALC, les principales difficultés du Brésil pour l'an 2000 sont reliées au haut niveau d'endettement publique interne et externe, et à la nécessité de diminuer les taux d'intérêt en vigueur pour relancer l'activité économique et aller au-delà des 3,5% prévus pour l'an courant. En 1999 et malgré la crise traversée, l'économie brésilienne a connu une croissance de l'ordre des 0,8 %, et des excédents commerciaux avec l'ensemble de ses partenaires du Mercosur (ce qui ne s'était pas vu depuis quatre ans). (Voir l'étude de S. Tandel, *Stabilisation et développement économique au Brésil : le Plan real, 1994-1990 À venir*). La reprise du Brésil est vitale pour de nombreux économies de la région qui s'alimentent dès que le géant brésilien étend. Pour le Chili les prévisions sont plutôt bonnes, avec un taux de croissance économique qui atteindrait les 5,5% et un déficit du compte courant ne dépassant pas les \$US 1,10 milliards, si la tendance à la hausse se maintient sur les marchés internationaux des minéraux.

Élections et protestations

Au Chili, le candidat d'une alliance entre les Chrétien-démocrates au pouvoir depuis la fin du régime militaire (1990) et le Parti socialiste, a remporté au second tour les élections du 12 décembre dernier, faisant du nouveau titulaire le premier candidat du Parti socialiste à siéger à la présidence depuis la destitution de Salvador Allende en 1973. De centre-centre ou de centre-droite ? Les orientations actuelles du gouvernement de Ricardo Lagos laissent plus ou moins perplexes, celui n'ayant jusqu'à maintenant fait aucune déclaration qui laisse croire à quelque rupture que ce soit avec les politiques économiques mises à l'oeuvre sous les administrations libérales précédentes. Lagos a plutôt publiquement critiqué les politiques économiques "radicales" du gouvernement Allende, qui n'avaient pas résolu l'hyperinflation surgie dans la tourmente économique de 1972-73, et à laquelle les politiques mises en oeuvre après le coup d'état militaire ont mis fin. On est donc assez loin d'un retour triomphant de la gauche au Chili.

À la mi-décembre, les Vénézuéliens ont voté en faveur d'une nouvelle constitution qui élargit considérablement les pouvoirs présidentiels. Depuis l'indépendance du pays en 1811, il s'agit de la vingt-sixième constitution ; le Venezuela gagnant la première place en Amérique latine pour le nombre de constitutions successives adoptées. Chavez est maintenant en mesure d'abolir le Sénat et de dissoudre

le Congrès – ce qu'il a fait quelques jours après le référendum, d'étirer son mandat jusqu'à six ans (au lieu de cinq), et de mettre ainsi toutes les chances de son côté pour être ré-élu par la population aux prochaines élections de 2005. Dès la troisième semaine de décembre, Chavez a instauré un "mini-congrès" de transition de 21 membres ainsi qu'un nouveau Tribunal suprême de la justice venant remplacer le Sénat. Les élections législatives, repoussées en raison des inondations catastrophiques de la fin de l'année, sont prévues pour le mois de mars. Évidemment, la nouvelle des résultats du référendum a été reçue avec une certaine panique par la presse nord-américaine, laquelle n'a jamais tenu en haute estime le président vénézuélien, un militaire dont la popularité a vite été qualifiée de populiste, pour ne pas mentionner son inconfort face aux sympathies pro-cubaines déclarées du président. Quoi qu'il en soit, de quelque manière on regarde la question, les nouveaux pouvoirs accordés au président sont pour le moins inquiétants et promettent de l'action au pays.

Équateur

Quelques mots sur les événements en Équateur. La conjoncture économique reste tendue. En 1999, le PIB a chuté de - 7,3 %, et le PIB par habitant de - 9 %. Rappelons qu'en 1997, la croissance de l'économie a été de 3,9 % et en 1998, d'à peine 1 %. La croissance de la masse monétaire a été de plus de 100 % en 1999, et les prix ont augmenté, selon les premières estimations, de près de 60 % (1998 : 43,4 % ; 1997 : 30,6 %). Après être passées de 6,1 milliards de dollars en 1997 à 5 milliards en 1998, les exportations sont restées stables en 1999 (5,1 milliards) ; les importations sont, quant à elles, tombées de 6,4 à 3,4 milliards de dollars, ce qui a permis au pays de finir l'année avec un excédent au compte courant de l'ordre de 6 % du PIB. El Nino n'est pas étranger aux difficultés que traverse le pays, mais aux problèmes de la reconstruction sont venus s'ajouter les problèmes monétaires et financiers, ce dont témoigne la dépréciation de la valeur de la monnaie, de près de 65 % en 1999. À la fin de 1999, les prêts et lignes de crédit internationaux consentis à l'Équateur ont totalisé approximativement les \$US 300 millions, si ce n'est davantage, avec des crédits octroyés par des banques et autres organismes financiers telles l'Espagnole Argentaria (\$US 24M), la Mexicaine Bancomex (\$US 5M), la Banque du Brésil (\$US 12M), le Fonds de réserve latino-américain (\$US 100M), la BID et la corporation andine de développement (CAF) (\$US 150M); aux dernières nouvelles, le prêt consenti par le FMI, suspendu en raison des événements de janvier, devrait s'ajouter sous peu aux montants déjà accordés (\$US 250M).

Pour ne pas améliorer le tableau de la débâcle en Équateur, le président a été démis de ses fonctions le 21 janvier lors du plus bref coup d'État de l'époque (il n'a pas duré une journée !) qui est venu couronner la vague de protestations sociales initiées quelques jours plus tôt suite à la décision prise par le gouvernement, le 9 janvier de cette année, de dollariser complètement l'économie, une mesure qui a eu pour effet immédiat de réduire dramatiquement le pouvoir d'achat et la valeur des épargnes de la population. Depuis plusieurs mois déjà, l'opposition politique menaçait de se défaire de Mahuad pour son incapacité à résoudre les graves problèmes économiques traversés par le pays, tandis que des manifestations sociales exigeant sa démission étaient réprimées par les forces policières au début du mois de janvier, et que l'élite militaire avait aussi fait savoir à quelques reprises déjà qu'elle était tentée d'intervenir pour rétablir l'"ordre" (voir chroniques précédentes). Presque immédiatement rendue à la raison par les pressions "internationales" exercées au travers de l'Organisation des États américains (OÉA), la junte politico-militaire qui a organisé l'éjection de Mahuad, s'est rétractée pour nommer le vice-président Gustavo Noboa chef du gouvernement, suivant en cela les dispositions constitutionnelles en vigueur. Les groupes paysans qui avaient appuyé l'action militaire se sont rapidement repliés pour manifester leur mécontentement face à la manipulation dont ils estiment avoir été victimes, ce sur quoi ils ne se trompent probablement pas. La situation, après ce bref "tumulte" est revenue sensiblement au même point, abstraction faite du changement de tête au siège présidentiel et de l'arrivée de l'élite politico-militaire aux postes-clé du gouvernement. En outre, la décision de dollariser l'économie a été maintenue,

ce qui n'arrange rien. Les organisations paysannes promettent déjà de ne pas s'en tenir à ce fiasco, et de revenir à la charge.

Pour finir sur les événements éventuellement inquiétants dans l'hémisphère, le candidat du Front républicain guatémaltèque (FRG), parti pour plusieurs fortement associé aux factions militaires les plus radicales de la guerre civile qu'a vécu le pays jusqu'en 1996, a remporté avec une large avance le second tour des élections présidentielles réalisées le 26 décembre. Pour les Guatémaltèques, la fin d'un conflit, qui a duré 36 ans, n'a pas signifié le début de la prospérité, 80% de la population vivant dans une pauvreté que le gouvernement Arzu n'a pas éradiquée. La paix et la pauvreté ne faisant généralement pas bon ménage, Portillo a du pain sur la planche et s'attèlera notamment à la tâche d'asseoir les trois principales factions politiques à la table des négociations pour mettre en application les accords de paix, avant de s'occuper de questions de réformes économiques.

Colombie

Le FMI a approuvé, le 20 décembre dernier, l'octroi d'un crédit d'environ 2,7 milliards de dollars à la Colombie dans le cadre de la Facilité élargie. Cette aide du Fonds doit permettre au gouvernement de mettre en oeuvre son [programme de réformes économiques](#) pour les trois prochaines années. Avec un taux de croissance de 3,7 % en moyenne dans les années 1980, de près de 4,5 % dans la première moitié de la décennie '90, et un taux de croissance moyen du PIB par habitant de 1,6 % et de 2,5 % durant ces deux périodes, l'économie colombienne a toujours été traditionnellement considérée, malgré les problèmes d'insécurité, comme l'une des économies les plus fortes de l'Amérique latine. Les difficultés économiques ont cependant commencé à s'accumuler ces dernières années. Le taux de croissance est tombé de 3,2 % à 0,4 % entre 1997 et 1998, et l'économie est entrée en récession en 1999, le PIB baissant de - 3,5 % selon les premières estimations. Les chocs extérieurs, la détérioration des termes de l'échange et les difficultés économiques des autres pays de la région n'ont pas été étrangers à cette situation. L'économie colombienne subit aujourd'hui les contrecoups de son ouverture sur l'extérieur : en dollars constants de 1990, la part des exportations de biens et services dans le PIB est passée, selon la CEPAL, de 15,8 % à 23,5 %, entre 1989 et 1998, tandis que celle des importations est passée, pour la même période, de 13,6 % à 33,4 %. Si la récession a eu pour effet d'entraîner une forte diminution des importations, de près de 29 % en volume en 1999, la dévaluation contrôlée de la monnaie, à deux reprises depuis 1998, n'a toutefois pas produit sur les exportations les résultats escomptés, celles-ci n'ayant augmenté que de 5,1 % en volume en 1999.

Parallèlement, et ce, même si la situation reste sous contrôle, la position extérieure de la Colombie s'est dégradée. La dette extérieure totale, en pourcentage du PIB, est passée de 31,5 % en 1997 à 41,3 % en 1999 et les intérêts versés au titre de la dette sont passés, en pourcentage des exportations, de 8,4 % à 8,9 % entre ces deux dates. En pourcentage des réserves financières internationales, la dette extérieure à court terme, est passée de 47,8 % en 1997 à 72 % en 1999. Le déficit du compte courant reste important : il était, en pourcentage du PIB, de -5,5 % en 1997, de -5,9 % en 1998 et de -1,3 % en 1999, selon les premières estimations. La Colombie a également été confrontée à une baisse importante des entrées d'investissements directs étrangers en 1999, 250 millions de dollars contre 2,5 milliards en 1998, et a vu sa monnaie soumise à de forts mouvements spéculatifs sur les marchés des changes, avec le résultat que les autorités monétaires ont dû se résoudre à abandonner, en septembre, le système de bandes de fluctuation en place depuis 1994 et à laisser flotter la monnaie.

Parmi les autres problèmes auxquels est confrontée l'économie colombienne, mentionnons l'inflation qui reste forte (18,5 % en 1997, 18,7 % en 1998, et 11,3 % en 1999), les difficultés du secteur financier, le secteur bancaire, des hypothèques et des assurances notamment, et surtout la détérioration des finances publiques en raison de la récession. Conséquence de la diminution des rentrées fiscales et de

l'augmentation des dépenses publiques, le déficit du gouvernement central est passé, en pourcentage du PIB, de - 3,5 % à -7,1 % entre 1997 et 1999, tandis que celui du secteur public non financier est passé, pour la même période, de - 3,7 % à - 6,3 %. [La dette publique est passée, quant à elle, en pourcentage du PIB, de 24 % à 34,2 % entre ces deux dates](#). Aux termes de l'entente conclue avec le FMI, le gouvernement s'est donné pour objectifs à moyen terme de relancer la croissance, de réduire l'inflation, de réduire le déséquilibre des finances publiques et celui des comptes extérieurs, de poursuivre les [réformes structurelles](#) et de renforcer les mesures contre l'insécurité et le blanchiment de l'argent.

Les scénarios prévisionnels reposent sur une forte reprise de la croissance économique (3 % en 2000, 3,8 % en 2001, et 4,8 % en 2002), appuyée par une relance des exportations et une augmentation des investissements privés. Selon ce scénario, optimiste, le taux d'inflation devrait être abaissé à 10 % par année en 2000, puis à 8 % et à 6 % dans les deux années qui suivent. La réalisation de cet objectif passe, pour le moment, par le contrôle par les autorités monétaires de la base monétaire comme variable intermédiaire. Il est toutefois prévu qu'à l'instar de nombreux autres pays, celles-ci adoptent un nouveau système de contrôle, avec pour cible directe le taux d'inflation. Sur le plan extérieur, le gouvernement entend principalement stabiliser le déficit du compte courant aux alentours de - 3,1 / 3,2 % du PIB, et la dette extérieure aux alentours de 43 / 44 % du PIB d'ici 2002.

C'est toutefois au niveau des comptes publics que les mesures les plus importantes ont été prises. Le déficit public, en pourcentage du PIB, doit être ramené, dans le cas du gouvernement central, à - 5 % en 2000, à - 4,2 % en 2001, et à - 3,2 % en 2002. Pour l'ensemble du secteur public non financier, le déficit doit être abaissé à -1,5 % d'ici 2002. Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement a pris des mesures pour mieux contrôler les recettes fiscales et lutter contre l'évasion fiscale et la contrebande. La réforme fiscale de décembre 1998 sera poursuivie : celle-ci comprend, entre autres, l'élargissement de l'assiette fiscale de la TVA, aux services financiers notamment, certaines augmentations d'impôt, et surtout d'importantes mesures de décentralisation fiscale. Le gouvernement compte aussi sur la reprise économique, ainsi que sur les privatisations, dans les secteurs de l'électricité, des mines, des banques et des télécommunications notamment, pour augmenter les rentrées fiscales. Globalement, les revenus de l'administration centrale devraient, selon le scénario envisagé, augmenter de 20,7 % en 2000, et de 19,2 et 16,2 % les deux années suivantes. Au niveau des dépenses, les mesures adoptées visent à ramener les dépenses de programmes de 16,7 à 14,3 % du PIB entre 1999 et 2002. Outre la réforme des régimes de retraites, le gouvernement entend augmenter la participation du secteur privé dans les investissements d'infrastructure et profiter là également de la reprise économique pour réduire ses engagements financiers. Selon le scénario envisagé, les dépenses de l'administration centrale devraient augmenter de 5,7 % en 2000, de 12,6 % en 2001 et de 9 % en 2002, soit des taux de croissance bien en deçà des taux enregistrés ces dernières années. Ajoutons pour conclure ce tour d'horizon que des mesures ont également été prises pour renforcer le secteur bancaire et financier.

Bolivie

Autre pays d'Amérique latine aux prises avec des difficultés économiques, la Bolivie s'est vue octroyer, le 7 février dernier, par le FMI l'autorisation de tirer la deuxième tranche de crédit prévue par l'entente du 18 septembre 1998 au titre de la Facilité pour la croissance et la réduction de la pauvreté (autrefois, la Facilité à l'ajustement structurel renforcée [FASR]). Le montant est d'environ 46 millions de dollars. [Le programme](#), de trois ans, prévoit des prêts pour un montant total de 138,5 millions de dollars environ.

Par ailleurs, la Bolivie a également été déclarée par le FMI et l'AID éligible au programme de réduction de la dette mis en place dans le cadre de l'[Initiative en faveur des pays pauvres très endettés](#). C'est la première fois qu'un pays d'Amérique latine est déclaré éligible à ce programme. La dette publique extérieure de la Bolivie s'élève à environ 54 % du PIB et le ratio du service de la dette à 24 % environ des

exportations. Grâce à ce programme, l'encours de la dette publique extérieure pourrait être réduit de 30 % environ. L'accès à ce programme reste cependant conditionnel à l'acceptation du Programme de réduction de la pauvreté que doit présenter la Bolivie, ainsi qu'à l'accord de la BID, le principal créancier public de la Bolivie.

Dans sa [lettre d'intention du 20 décembre 1999](#) la Bolivie réitère ses engagements antérieurs. Le gouvernement prévoit notamment poursuivre son programme de contrôle de l'inflation, de réformes structurelles et de réduction du déficit public et du déficit extérieur.

L'inflation, de 2,2 % en moyenne en 1999, de 3,1 % en fin de période, devrait demeurer contenue à environ 4-4,5 % en l'an 2000, et la croissance de l'économie se situer autour de 4 %, contre 2,2 % environ en 1999, en recul par rapport aux années précédentes. Le déficit public reste stable, autour de - 3,9 % du PIB, mais il est essentiellement imputable au système de retraites. Le gouvernement entend poursuivre les réformes et la décentralisation fiscales, consolider le système fiscal et contrôler les dépenses de programme pour dégager une marge de manoeuvre pour les dépenses sociales et les investissements dans les infrastructures, routières notamment, jugés indispensables à l'activité économique. La politique monétaire reste orientée sur la lutte contre l'inflation, par l'entremise du contrôle de la masse monétaire (au sens large). La croissance de M3 est ainsi passée de 34,7 % en moyenne pendant la première moitié de la décennie 1990, à 25 % en 1996, à 17,3 % en 1997, à 13,7 % en 1998, et à 5 % en 1999. On prévoit un taux de croissance d'environ 10 % pour cette année.

Sur le plan des réformes structurelles, le gouvernement entend compléter son programme de privatisations cette année, celui-ci visant au premier chef l'industrie pétrolière et la distribution de l'électricité, réformer le régime des retraites et, en octobre, présenter une nouvelle législation du travail, plus souple que la législation actuelle. Le Dialogue national devrait permettre d'en arriver à un consensus en la matière et permettre au gouvernement d'établir le contenu du Programme de réduction de la pauvreté qu'il doit présenter pour être éligible à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Concernant ce programme, peu d'informations sont pour le moment disponibles, sinon qu'il doit être établi de concert avec la société civile et qu'il met surtout l'accent sur les investissements publics et les réformes économiques destinées à favoriser le secteur privé.

Au niveau des comptes extérieurs, la balance courante reste encore lourdement déficitaire, d'environ - 6,3 % du PIB en 1999 selon les premières estimations. Estimé à - 5,4 % du PIB en moyenne pendant la première moitié de la décennie 1990, le déficit du compte courant a été de - 7 % en 1997 et de - 7,9 % en 1998. Le gouvernement table sur un déficit de - 6,8 %, en pourcentage du PIB, pour cette année. Le déficit commercial a dépassé les 10 % du PIB en 1998, et s'est élevé à environ - 7,5 % du PIB en 1999. Il devrait être cette année de l'ordre de - 7,9 %. Le problème vient surtout du fait que les exportations n'augmentent que très lentement, d'environ 5 % par année en moyenne ces dernières années, alors que les importations continuent de croître rapidement. En raison de la récession dans la plupart des pays d'Amérique latine, les exportations ont baissé de - 4,3 % en volume et les termes de l'échange se sont détériorés pour une seconde année consécutive (1999 : - 2,7 % ; 1998 : - 3,8 %). Par contre, comme les importations ont, pour la première fois, chuté, et de façon marquée, de - 15,4 % en volume, le déficit commercial a été moindre que prévu. La situation extérieure reste toutefois critique, ce qui tend à prouver une fois de plus que si l'ouverture extérieure reste nécessaire, les déséquilibres qui surgissent dans les comptes extérieurs en résultat de cette politique, ne sont pas de nature à faciliter la tâche des autorités dans la poursuite de leurs programmes de réformes économiques. En outre, et c'est le cas de la Bolivie, la couverture du déficit courant par les entrées de capitaux, au titre des investissements directs notamment, ceux-ci étant en raison des privatisations fort importants, a pour effet d'augmenter la dépendance extérieure et la vulnérabilité de l'économie aux risques financiers systémiques.

MERCOSUR

Après l'échec de Seattle et le report des négociations commerciales multilatérales à des temps moins mouvementés, les efforts redoublent en matière d'intégration régionale. Les représentants commerciaux et diplomatiques des pays du cône Sud ont généralement manifesté leur déception suite aux discussions tenues lors de la rencontre de l'OMC, lors de laquelle aucun agenda nouveau n'a été défini, comme aucun "vieux" litige n'a été résolu, telle la question du plus grand accès aux marchés des pays industrialisés ainsi que la réduction des barrières directes et indirectes (tarifs, quotas, subventions, etc.) au commerce agricole des pays en voie de développement, notamment venant du Japon et de l'Europe. Les manifestations sociales à Seattle ont du point de vue du Sud témoigné du regain protectionniste dans les pays les plus riches du globe, et le gel du multilatéralisme semble, sur le court et moyen terme, signifier une nécessité accrue de consolider la formation d'un bloc latino-américain et de rechercher des alliances commerciales diverses dans l'hémisphère, à commencer par le Cône sud, bien sûr. L'échec de Seattle a, selon les termes du président sortant de l'Uruguay Julio Maria Sanguinetti (accompagnant Jorge Batlle), reportés par l'[AFP](#) (18.12.99), "donné plus de robustesse à l'idée qui avait inspiré le Mercosur".

Lors de la première semaine de décembre, les ministres de l'Économie et des Relations extérieures du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay, de l'Uruguay, ainsi que des représentants du Chili et de la Bolivie (reliés au Mercosur par des traités respectifs de libre-échange), se sont réunis à Montevideo pour discuter du régime automobile commun et des modalités de l'union douanière. Le XVII^e Sommet du Mercosur, réunissant les chefs d'État des pays-membres du Marché commun, s'est tenu dès le lendemain de la réunion ministérielle, soit le 8 décembre. Lors d'une réception à laquelle le président du Brésil a assisté, Fernando de la Rúa, qui a assumé la présidence dès le 10 décembre, était encore chaperonné par le président sortant Carlos Menem... C'est presque devenu maintenant une habitude, les syndicats ont convoqué simultanément leur propre rencontre. Ils ont exigé de la part des dirigeants du Mercosur plus de coordination dans les politiques économiques, des solutions rapides aux problèmes de chômage dans la région, et une plus grande participation syndicale aux décisions qui sont prises, au travers du Forum consultatif économique et social du bloc dans lequel les syndicats ont voix en particulier. La question de la coordination des politiques macroéconomiques entre les pays-membres du Mercosur a bien-sûr été abordée lors de la rencontre au Sommet, mais rien de substantiel n'a été exprimé, sinon de nouvelles déclarations présidentielles sur l'importance d'échanger toute information opportune entre les ministères concernés pour prévenir les "surprises" financières, dans le genre de celles qu'a connues le Brésil il y a un an. Le Groupe de coordination des politiques économiques, créé en juin dernier, est en charge de fournir un rapport sur la question.

À l'issue du Sommet de Montevideo, les priorités à l'agenda tournent essentiellement autour de la consolidation du Mercosur, en l'absence de progrès véritables sur le plan multilatéral ou interrégional, comme la lenteur des pourparlers commerciaux avec l'UE semblent le démontrer. Un Mercosur plus fort, engagé dans plusieurs initiatives commerciales, ici (Communauté andine, Mexique) et ailleurs (Afrique du sud), augmenterait le poids de la région sur le plan multilatéral et surtout, plus immédiatement, sur le plan continental, confortant ainsi son ambition de prendre en main le projet d'intégration hémisphérique.

Suite aux rencontres officielles de Montevideo, les négociations en vue de conclure un accord intégral en matière de régime commun automobile, qui aurait dû entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2000 (selon l'agenda établi à Ouro Preto en décembre 1994), ont été reprises à la hâte, notamment entre le Brésil et l'Argentine qui sont les principaux instigateurs d'un tel accord. Le commerce dans le secteur de l'automobile constitue environ le tiers du total des biens échangés à l'intérieur du Mercosur, ce qui a représenté près de \$US 22 milliards en 1999. En l'absence d'une Politique commune automobile (PAC) qui aurait établi un tarif extérieur régional de 35% sur l'importation de pièces et de véhicules et prévu une libéralisation progressive (2003) et intégrale dans le secteur de l'auto, le Brésil et l'Argentine ont signé une nouvelle entente bilatérale temporaire recouvrant les véhicules finis et non les pièces, qui prévoit un mécanisme compensatoire curieux voulant que pour chaque véhicule acheté par l'Argentine au Brésil, le Brésil s'engage à la réciproque. Pourquoi commercer, se demande-t-on, si c'est pour en arriver à ce

genre de troc absurde. Le pacte sera en vigueur pour une période de 60 jours, pendant que les négociations en vue de conclure la PAC se poursuivent.

ZLÉA

Que le Mercosur reprenne la barre des Amériques, cela ne semble poser aucun problème depuis Washington, qui a d'autres chats à fouetter en ce moment et qui reviendra sans doute plus tard, lorsque quelques progrès seront réalisés aux tables de négociation. Depuis l'automne, les priorités commerciales et législatives états-unienues sont plus ouvertement orientées vers la relance du projet avorté d'un nouveau cycle de négociations multilatérales la Chine, et son entrée à l'OMC, et, subsidiairement, l'accès de nouveaux membres centro-américains et africains aux avantages accordés par l'ancienne loi sur le Bassin des Caraïbes (CBI), celle-ci faisant l'objet d'un nouveau projet de loi, élargi, que l'administration tentera de nouveau de négocier au Congrès sous peu. Aucune nouvelle déclaration substantielle n'est à reporter sur la question explosive de l'inclusion de clauses relatives aux droits fondamentaux des travailleurs au sein des négociations multilatérales et régionales patronées par les États-Unis, une question que l'exécutif semble mettre en veilleuse depuis les événements de Seattle. Curieusement, les manifestations sociales qui ont court-circuité l'annonce de la Ronde du Millénaire ont conforté certaines opinions selon lesquelles les questions sociales sont d'abord et avant tout d'ordre domestique et sont promues par des groupes sociaux et syndicaux néo-protectionnistes du Nord, tandis que le Sud ne demande qu'à ouvrir davantage les marchés internationaux. La rhétorique est douteuse, notamment dans la mesure où elle omet de faire mention du fait qu'au Sud, ce sont des acteurs issus du secteur privé et public qui militent activement en faveur de la libéralisation accrue du commerce, tandis que les secteurs civils sont beaucoup plus partagés sur la question, lorsqu'ils ne sont pas franchement critiques. Néanmoins, c'est ce discours qu'a livré le président Zedillo du Mexique à Davos en s'en prenant vertement à cette "étrange alliance" qui va de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par les syndicats, les écologistes et quelques représentants autoproclamés de la société civile...

Peu avant Seattle, les négociations hémisphériques s'étaient déjà considérablement ralenties, le Cône sud et les États-Unis ayant respectivement cherché à éviter un chevauchement des discussions en cours pour d'abord résoudre l'agenda multilatéral sur lequel plusieurs accords avaient été pris (voir chronique de novembre 1999, Toronto). Rien ne justifie maintenant la lenteur des pourparlers hémisphériques, si ce n'est le désintérêt apparent des États-Unis, qui cède au Cône sud le soin de mener ses propres négociations, tout en accordant peut-être plus d'intérêt aux initiatives libre-échangistes prises par le Mexique, lequel pourrait éventuellement reprendre en main le dossier hémisphérique dans la perspective d'une "clause" ALÉNA élargie, ce qui viendrait ainsi couper l'herbe sous le pied d'un Mercosur aux ambitions peut-être démesurées. Chicanes de leadership mises à part et pour parler concrètement, une option ou l'autre reviendrait au même : au libre-échange dans les Amériques pour les entrepreneurs et investisseurs.

¹ . L'industrie maquiladora concentre à elle seule près de 45% du commerce international du Mexique. Elle présente généralement un solde commercial légèrement excédentaire, curieux parce qu'on s'attendrait à ce que les surplus soient plus élevés en raison du fait que les maquiladoras sont des entreprises d'exportation, mais logique dans la mesure où elles importent généralement le matériel de base nécessaire à la fabrication et assemblage de produits, lesquels lorsque finis sont ensuite re-exportés vers les marchés internationaux, dont principalement les États-Unis. Le bas coût de la main-d'oeuvre employée dans les maquiladoras, en dessous des salaires en vigueur dans l'ensemble de l'industrie manufacturière au Mexique, contribue également à expliquer pourquoi les gains à l'exportation ne sont pas plus

élevés dans ce secteur. L'industrie recouvre près de 3 300 établissements surtout regroupés dans le nord du pays, parmi lesquels la production de vêtements (960 établissements), de matériel électrique et électronique (500 établissements) et de meubles (360 établissements) occupe une place prédominante.